

*Le Monde**2.8.79*

## Transition à Lisbonne

### **Le nouveau gouvernement chargé de préparer les élections se présente devant l'Assemblée**

Le président de la République portugaise, le général Eanes, devait, ce mercredi 1<sup>er</sup> août, installer dans ses fonctions le gouvernement formé par Mme Maria de Lurdes Pintassilgo. Le nouveau premier ministre aura dix jours pour présenter son programme au Parlement. Son investiture ne paraît pas faire de doute.

Le chef de l'Etat dissoudra alors l'Assemblée de la République: Mme Pintassilgo est, en effet, à la tête d'un gouvernement de transition, chargé d'organiser les élections législatives de l'automne prochain.

Bien accueillie par la gauche, ainsi que par une hiérarchie religieuse pourtant conservatrice, la nouvelle équipe est, en revanche, en butte à l'hostilité de la droite, dont les représentants ont décidé de boycotter la cérémonie de prise de fonction.

### **La « leçon » de Mme Pintassilgo**

De notre correspondant

Lisbonne. — Graphiques à l'appui, Mme Marit de Lurdes Pintassilgo expose la structure de son gouvernement, dont l'investiture devait avoir lieu ce mercredi 1<sup>er</sup> août en fin de matinée. Le nouveau cabinet comportera trois grands secteurs économique, culturel et social. Evoquant son expérience d'ambassadeur à l'UNESCO, le nouveau premier ministre explique les raisons d'une telle répartition. « Dans une perspective de développement, il faut considérer ce qu'on produit, qui produit, et à qui est destiné ce produit. » Un nouveau style et un nouveau langage à Lisbonne. « Une bouffée d'air frais », estiment ses amis. « Une tentative de rendre populaire le projet présidentieliste cher au général Eanes », répliquent ses adversaires.

Ignorant délibérément la cérémonie d'investiture, les leaders du parti social-démocrate (P.S.D.), du Centre démocratique et social (C.D.S.) et du parti populaire monarchiste (P.P.M.), regroupés dans une « alliance démocratique » de tendance conservatrice, sont ostensiblement partis à Madrid, pour s'y entretenir avec le premier ministre espagnol, M. Adolfo Suarez, et avec le roi Juan Carlos. Les dirigeants portugais imaginent obtenir à l'étranger des appuis pour la prochaine campagne électorale qui, selon eux, risque de ne pas se

dérouler en toute liberté. « Un gouvernement de tendance marxiste ne sera pas la garantie de l'indépendance », affirment-ils. Le 31 juillet, un quotidien de Lisbonne proche de la droite parlementaire titrait : « La guerre des cent jours vient de commencer ». Les mêmes milieux, qui critiquent l'orientation politique de Mme Pintassilgo, ne manquent pas de faire référence à ses relations amicales avec le premier ministre portugais d'avant la révolution de 1974, M. Marcel Caetano. L'objectif est évidemment de mettre l'accent sur la trajectoire « sinueuse » d'une personnalité... qui ne devrait donc inspirer confiance à personne.

Dans son appartement de Lisbonne, Mme Pintassilgo nous donne des détails sur son activité politique avant la « révolution aux œillets ». Elle ne dément pas ses relations avec M. Caetano : « J'ai pour lui le plus grand respect en tant qu'homme et en tant que professeur. En tant que dirigeant politique, je l'ai critiqué pour son manque de fermeté. »

D'après Mme Pintassilgo, le successeur de Salazar aurait soutenu, au début, un projet visant à l'autonomie progressive des colonies africaines, et qui aurait dû déboucher sur un système fédéral. « Cette solution me paraissait, à l'époque, la plus adéquate. Mais il n'a pas su l'imposer. »

En 1969, l'actuel premier ministre a été invité à faire partie de l'Assemblée nationale. Elle a refusé : « Cela m'aurait obligé à me présenter aux élections sur les listes du parti unique, l'Union nationale, ce qui était contraire à mes idées. »

JOSÉ REBELLO.

(Lire la suite page 5.)



## Portugal

# La « leçon » de Mme Pintassilgo

(Suite de la première page.)

Un peu plus tard, elle fut invitée à siéger à l'assemblée corporatiste. « J'ai accepté en posant trois conditions : je maintiendrai mes positions en faveur de l'autonomie des colonies ; je poursuivrai mes campagnes pour la redistribution des revenus ; on ne m'empêchera pas de me prononcer sur la corruption dans l'appareil de l'Etat. » « Ai-je été un alibi pour M. Caetano ou sa bonne conscience ? », s'interroge Mme Pintassilgo.

Elle s'insurge, d'autre part, contre les accusations de « marxisme » pro-férées par la droite, qu'elle considère « calomnieuses ». Situation paradoxale : elle qui compte aujourd'hui sur l'appui du P.C.P. et sur la bienveillance des socialistes bénéficie également des égards de l'épiscopat portugais, ouvertement conservateur ! En revanche, elle subit les attaques de la droite catholique, notamment du C.D.S., d'inspiration démocrate-chrétienne ! « Choix déchirant pour le prêtre de province », nous disait ironiquement un dirigeant socialiste ; « doit-il écouter les avis du cacique local ou bien ceux de l'évêque ? »

Selon le nouveau chef du gouvernement, les milieux d'où viennent les critiques les plus vives sont ceux qui n'ont pas accepté le concile Vatican II : « Ils brandissent le drapeau de la lutte contre le marxisme athée et de la défense de la chrétienté. » Or « le christianisme ne peut plus être considéré comme une idéologie », déclare-t-elle. Aussi, Mme Pintassilgo s'attend, de la part de la hiérarchie catholique, à une attitude de modération. Elle maintient, d'ailleurs, des liens très étroits avec la plupart des évêques.

Si la désignation du nouveau premier ministre relance la question

religieuse, elle ravive aussi la flamme du féminisme. Est-elle favorable à l'avortement ? Mme Pintassilgo se prend la tête entre les mains, hésite, puis choisit de ne pas répondre. « Ce problème est devenu un véritable abcès de fixation, y compris à l'échelle mondiale. De toute façon, la courte durée de mes fonctions ne me permettra pas de toucher à ce sujet. »

Mme Pintassilgo évite aussi de répondre directement aux questions sur son programme de gouvernement, qui sera présenté à l'Assemblée la semaine prochaine. Elle se réfugie dans des métaphores. Ainsi, le secteur économique nationalisé sera comme les « racines de l'arbre » et peu importe le feuillage. Le clivage entre le public et le privé doit être motivé par des raisons d'ordre technique et pragmatique, et non idéologique.

Les unités collectives agricoles de l'Alentejo ne trouveront sans doute pas dans le nouveau premier ministre un défenseur acharné. Elle leur préfère la formule des coopératives, d'orientation socialiste. « Une base communautaire, et une structure coopérative paraissent correspondre mieux à la tradition de notre monde rural. »

Alors que Mme Pintassilgo ne songeait pas encore à diriger le gouvernement portugais, elle soutenait en privé que l'accord signé avec le Fonds monétaire international n'était pas la seule arme à la disposition de l'économie portugaise. Investie dans ses nouvelles responsabilités, maintiendra-t-elle ce point de vue ? L'assemblée de la République ne manquera sans doute pas de lui poser la question.

JOSÉ REBELLO.

